

Communications statistiques

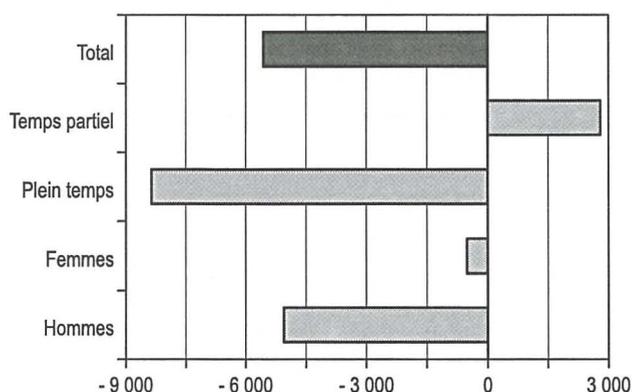
N° 10 / Septembre 2000

L'emploi dans le canton de Genève

Résultats du recensement fédéral des entreprises 1998 (RFE 98)

Sommaire	Page
Définitions	2
Introduction	3
1. Survol de l'emploi en 1998	3
2. Evolution générale de l'emploi 1985-1998	4
3. Secteur privé et secteur public	7
4. Evolution par activité économique	8
5. Etablissements et entreprises	13
6. Comparaison Genève-Suisse	14

Variation de l'emploi dans le canton de Genève,
selon le temps de travail ou le sexe, entre 1995 et 1998



Entre 1995 et 1998, l'économie genevoise perd globalement 5.506 emplois. Cependant, dans le même temps, le nombre d'emplois à temps partiel s'accroît. C'est donc l'emploi à plein temps qui diminue. Par ailleurs, la baisse des emplois occupés par des femmes est faible par rapport à celle de l'emploi masculin. Ces deux évolutions sont liées : en 1998, près des trois quarts des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

Définitions

Entreprise	Entité économique autonome, juridiquement indépendante, constituée en vue de réaliser une activité économique, que ce soit ou non à but lucratif. Exemples : société, compagnie, association, fondation. Pour l'administration publique, la notion d'entreprise est appliquée par analogie à des unités administratives ayant un certain degré d'autonomie.
Etablissement	Tout lieu de travail géographiquement distinct où une activité économique est exercée de façon régulière, par une ou plusieurs personnes, pendant au moins 20 heures par semaine. Une entreprise est constituée d'un ou plusieurs établissements. L'établissement est l'unité de base de recensement.
Emploi / personne occupée	Toute personne travaillant au moins 6 heures par semaine dans un établissement recensé. Sont notamment pris en compte les propriétaires, gérants, directeurs, indépendants, salariés, apprentis, auxiliaires, personnes travaillant à l'extérieur (par exemple, monteurs, chauffeurs, représentants), stagiaires, bénévoles, collaborateurs membres de la famille du propriétaire. Les ouvriers à domicile ne sont pas pris en compte.
Emploi / personne occupée à plein temps	Personne travaillant à 90 % ou plus de la durée de travail hebdomadaire usuelle de l'établissement.
Emploi / personne occupée à temps partiel	Personne travaillant à moins de 90 % de la durée de travail hebdomadaire usuelle de l'établissement. Deux catégories sont distinguées : entre 50 et 89 % de la durée hebdomadaire, et moins de 50 %.
Activité économique	A chaque établissement est attribuée une activité économique. La nomenclature utilisée dans le cadre du RFE 98 et du RFE 95 (NOGA 95) est fondée sur celle utilisée par l'Union européenne (NACE). Elle permet donc facilement la comparaison avec les statistiques de l'Union européenne (UE). Par contre, elle présente des différences relativement importantes avec l'ancienne nomenclature (NOGA 85). A des fins de comparaisons chronologiques, les données de 1991 ont été transcodées en NOGA 95.
Champ couvert	Le RFE couvre l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire, ainsi qu'une petite partie du secteur primaire. Les données sur la plus grande partie de ce dernier sont collectées dans le cadre du recensement fédéral de l'agriculture (RFA). Les tableaux de cette publication couvrent l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur public international n'appartient pas au territoire économique de la Confédération; il est constitué d'activités extraterritoriales, en l'espèce : les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les consulats. A Genève, il est recensé directement par l'OCSTAT, pour le canton, afin de compléter les résultats du RFE tel qu'il est réalisé par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Il apparaît donc dans les chiffres cantonaux, mais pas dans les tableaux publiés par l'OFS.

Introduction

Cette publication présente une analyse des résultats, pour le canton de Genève, du recensement fédéral des entreprises 1998 (RFE 98), réalisé par l'Office fédéral de la statistique (OFS), en collaboration avec les offices régionaux. Le RFE constitue l'une des enquêtes les plus importantes de la statistique économique. Il fournit une image précise et détaillée de la structure économique de la Suisse et de ses régions. De 1955 à 1985, le RFE a été réalisé tous les dix ans. Afin de mieux tenir compte des mutations de l'économie, les recensements décennaux sont complétés depuis 1991 par des recensements limités au dénombrement des emplois. Il s'agit ici du deuxième recensement de ce type, le prochain étant prévu en 2001.

*Le prochain
recensement en 2001*

Ce cahier est complété par un numéro des « Données statistiques » qui présente un ensemble de tableaux sur les résultats du RFE 98 pour le canton de Genève, ainsi que quelques tableaux chronologiques sur les trois derniers RFE (1991, 1995 et 1998)¹.

*Les résultats localisés
dans deux publications
à venir*

Il sera suivi par un cahier dans la collection « Données statistiques » et un autre dans les « Communications statistiques » qui seront centrés sur les résultats par commune et, au niveau infracommunal, par secteur et sous-secteur statistiques.

Par ailleurs, d'autres tableaux sur les résultats du RFE 98 aux échelons cantonal et national sont disponibles sur demande (sur papier ou fichier Excel) ou peuvent être consultés au centre de documentation de l'OCSTAT.

1. Survol de l'emploi en 1998

Selon les résultats du RFE 98, le nombre d'emplois à Genève se monte à 240 484². Sur ce total :

- 138 423 emplois sont occupés par des *hommes*, contre 102 061 par des *femmes* (57,6 % du total, contre 42,4 %);
- 187 851 emplois sont à *temps complet*, contre 52 633 à *temps partiel* (78,1 % du total, contre 21,9 %);
- 134 295 emplois sont occupés par des *Suisses*, contre 106 189 par des *étrangers* (55,8 % du total, contre 44,2 %);
- 204 075 emplois se trouvent dans le secteur *tertiaire*, contre 36 409 dans le *secondaire* (84,9 % du total, contre 15,1 %);
- 175 285 emplois font partie du *secteur privé*, contre 65 199 pour le *secteur public* (72,9 % du total, contre 27,1 %);
- 4 514 *apprentis* sont dénombrés (1,9 % du total);
- 12 220 *patrons, gérants et collaborateurs familiaux* sont recensés (5,1 % du total);
- les emplois se répartissent dans 21 724 *établissements* et 18 999 *entreprises*.

¹ Recensement fédéral des entreprises 1998. Tableaux de base pour le canton de Genève. Données statistiques n° 2000/4, avril 2000 (35 pages).

² Ce chiffre couvre les secteurs secondaire et tertiaire, y compris le secteur public international (organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats), mais exclut le secteur primaire. Aucune donnée correspondante n'existant pour le secteur primaire en 1998, les chiffres présentés dans ce cahier en font abstraction. Pour des raisons de comparabilité, il en va de même pour les recensements antérieurs.

Baisse de l'emploi à Genève entre 1995 et 1998

2. Evolution générale de l'emploi 1985-1998

Le nombre d'emplois à Genève recule de 2,3 % entre 1995 (année du recensement précédent) et 1998. Une baisse a déjà été enregistrée entre 1991 et 1995 (- 5,2 %). Entre 1985 et 1991, par contre, l'emploi avait encore notablement progressé (+ 8,4 %). En 1998, le nombre d'emplois dans le canton est ainsi légèrement supérieur à celui de 1985 (+ 1 099 emplois, soit + 0,5 %).

T - 01 Emplois selon le secteur économique, en 1985, 1991, 1995 et 1998

	Secteurs secondaire et tertiaire				Canton de Genève		
	1985	1991	1995	1998	Variation en %		
					1995 - 98	1991 - 98	1985 - 98
Secteur secondaire	49 608	46 962	40 596	36 409	- 10,3	- 22,5	- 26,6
Secteur tertiaire	189 777	212 539	205 448	204 075	- 0,7	- 4,0	7,5
Total	239 385	259 501	246 044	240 484	- 2,3	- 7,3	0,5

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

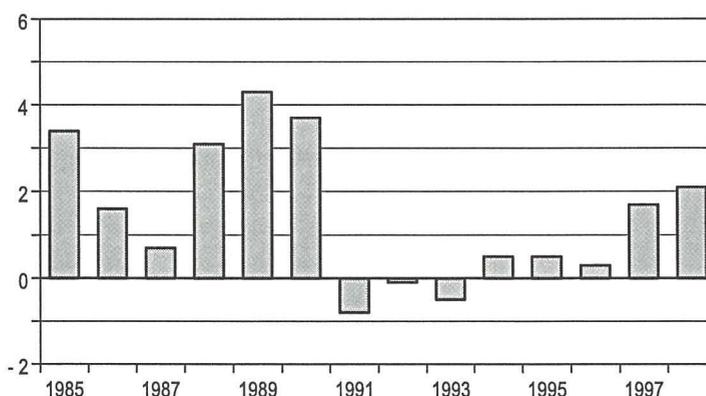
RFE et cycle économique

Selon les résultats de la **statistique trimestrielle de l'emploi pour l'ensemble de la Suisse**, la date de référence du RFE 91 (fin septembre 1991) correspond au retournement de tendance : après des années de progression depuis 1985, l'emploi s'est en effet orienté à la baisse au 3^e trimestre 1991 (en variation annuelle, pour tenir compte des fluctuations saisonnières). A part quelques hésitations à fin 1994 et en 1995, l'emploi a continué de reculer jusqu'à fin 1997, pour repartir ensuite à la hausse. Le RFE 98 suit donc de peu ce retournement de tendance. La baisse de l'emploi entre 1995 et 1998 n'est ainsi pas surprenante³ (voir note page 5).

Même s'il est légèrement en avance sur l'emploi, le **produit intérieur brut (PIB)** confirme cette évolution de l'économie suisse : croissance de 1985 à 1990; retournement de tendance en 1991; stagnation jusqu'en 1996 (variations comprises entre - 1 % et + 1 %); accélération de la croissance dès 1997.

G - 01 Variation annuelle du PIB de la Suisse, en termes réels, depuis 1985

En % Suisse



Source : Office fédéral de la statistique - Comptes nationaux

Evolution de l'emploi à Genève : trois caractéristiques principales

1) tertiarisation de l'économie

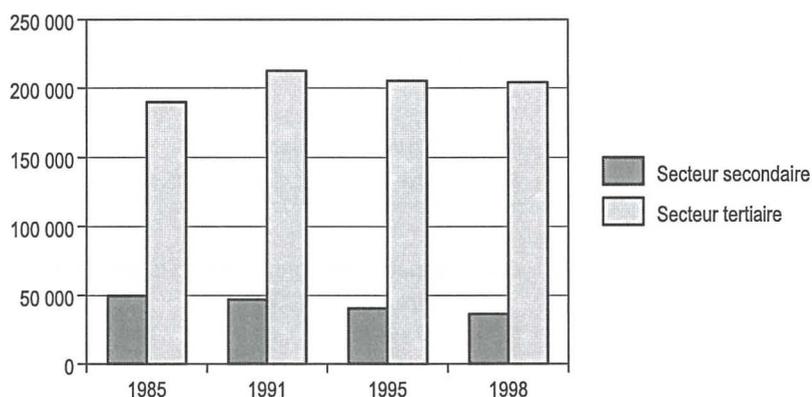
Au cours de la période observée (1985-1998) – et d'ailleurs comme auparavant –, l'évolution de l'emploi dans le canton de Genève revêt trois caractéristiques principales : tertiarisation croissante de l'économie, augmentation de la part des emplois occupés par des femmes et de celle des emplois à temps partiel.

Entre 1995 et 1998, le mouvement de *tertiarisation* de l'économie se poursuit : l'emploi baisse de 10,3 % dans le secteur secondaire, contre seulement – 0,7 % dans les services. Depuis 1985, à chaque recensement, le secondaire recule. Entre 1985 et 1998, il a perdu 13 199 emplois, soit une diminution de plus d'un quart. La perte d'importance du secteur secondaire est donc essentiellement structurelle, puisque même les phases de croissance de l'emploi ne peuvent l'endiguer. Tout indique que cette évolution devrait se poursuivre.

G - 02 Emplois selon le secteur économique, en 1985, 1991, 1995 et 1998

Situation en septembre

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

Durant cette même période, le secteur tertiaire a gagné 14 298 emplois (+ 7,5 %). Son évolution est marquée par les cycles conjoncturels : hausse sensible entre 1985 et 1991, puis baisse jusqu'en 1998. Si le recul entre 1991 et 1995 était marqué (– 7 091 emplois; – 3,3 %), il est resté faible entre les deux derniers recensements (– 1 373 emplois; – 0,7 %).

Ainsi, le poids relatif du secteur secondaire dans l'économie genevoise décroît. De 20,7 % en 1985, sa part passe à 15,1 % en 1998. Autrement dit, d'environ quatre emplois sur vingt, sa part descend à trois sur vingt dans le même intervalle.

Entre 1995 et 1998, la baisse de l'emploi est sensiblement plus marquée pour les hommes que pour les femmes. Cette *féménisation de l'emploi* va de pair avec la montée du temps partiel⁴. Entre 1995 et 1998, l'effectif des emplois à plein temps diminue, mais celui des *emplois à temps partiel* augmente. Le temps partiel est selon l'habitude plus fréquent parmi les femmes (37,7 %) que parmi les hommes (10,2 %).

³ A l'échelon cantonal, les chiffres de la statistique trimestrielle de l'emploi ne sont pas fiables, mais il ne devrait pas y avoir de différence importante quant au calendrier des grands changements d'orientation.

⁴ Dans le total des emplois cité dans ce cahier, pleins temps et temps partiels sont additionnés sans pondération spécifique.

2) féminisation de l'emploi

3) augmentation du temps partiel

T - 02 Emplois selon le sexe et le temps de travail (1), ou l'origine, en 1985, 1991, 1995 et 1998

Secteurs secondaire et tertiaire

Canton de Genève

	1985	1991	1995	1998	Variation en %		
					1995 - 98	1991 - 98	1985 - 98
Total	239 385	259 501	246 044	240 484	- 2,3	- 7,3	0,5
Plein temps (90 % et plus)	201 035	212 486	196 208	187 851	- 4,3	- 11,6	- 6,6
Temps partiel	38 350	47 015	49 836	52 633	5,6	11,9	37,2
50 - 89 %	23 378	29 398	32 562	35 101	7,8	19,4	50,1
moins de 50 %	14 972	17 617	17 274	17 532	1,5	- 0,5	17,1
Hommes	145 368	154 073	143 474	138 423	- 3,5	- 10,2	- 4,8
Plein temps (90 % et plus)	133 727	141 673	130 377	124 249	- 4,7	- 12,3	- 7,1
Temps partiel	11 641	12 400	13 097	14 174	8,2	14,3	21,8
50 - 89 %	5 716	5 877	6 869	7 744	12,7	31,8	35,5
moins de 50 %	5 925	6 523	6 228	6 430	3,2	- 1,4	8,5
Femmes	94 017	105 428	102 570	102 061	- 0,5	- 3,2	8,6
Plein temps (90 % et plus)	67 308	70 813	65 831	63 602	- 3,4	- 10,2	- 5,5
Temps partiel	26 709	34 615	36 739	38 459	4,7	11,1	44,0
50 - 89 %	17 662	23 521	25 693	27 357	6,5	16,3	54,9
moins de 50 %	9 047	11 094	11 046	11 102	0,5	0,1	22,7
Suisses	133 464	...	131 416	134 295	2,2	...	0,6
Etrangers	105 921	...	114 628	106 189	- 7,4	...	0,3

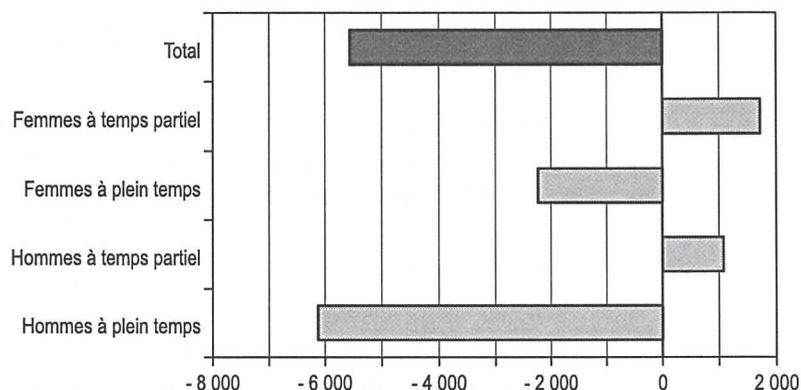
(1) En % de la durée hebdomadaire de travail.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

G - 03 Variation de l'emploi selon le sexe et le temps de travail, entre 1995 et 1998

Situation en septembre

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

Ces deux évolutions ne sont pas nouvelles. Entre 1985 et 1998, l'effectif des emplois à temps partiel progresse de 37,2 %, pendant que celui des temps complets recule de 6,6 %. De 16,0 % en 1985, la part du temps partiel dans le total de l'emploi passe à 21,9 % en 1998.

Depuis 1985, les emplois occupés par les femmes augmentent, contrairement à ceux occupés par des hommes (+ 8,6 %, contre - 4,8 %). De 39,3 % en 1985, la part de l'emploi féminin passe à 42,4 % en 1998.

Part des étrangers
stable

En matière d'origine, la stabilité domine sur l'ensemble de la période. Le nombre d'emplois occupés par des étrangers décroît entre 1995 et 1998, tandis que l'effectif des Suisses progresse. Entre 1985 et 1995, la tendance inverse était enregistrée. En fin de compte, ces évolutions se compensent et la proportion d'emplois occupés par des personnes de nationalité étrangère en 1998 est identique à celle de 1985 (44,2 %).

Trois emplois sur
quatre dans le secteur
privé

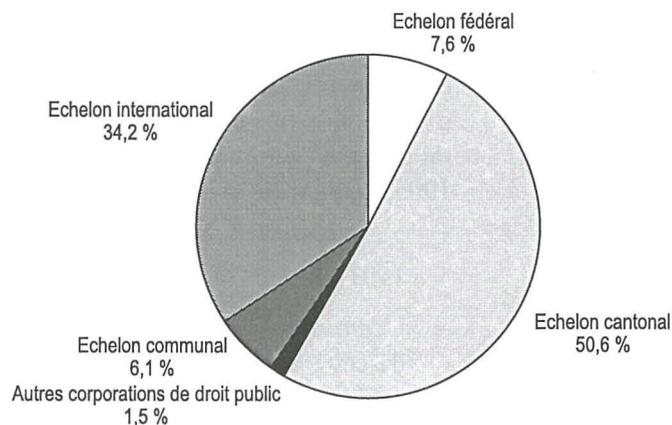
3. Secteur privé et secteur public

En 1998, le *secteur privé* couvre 175 285 emplois, soit 72,9 % de l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire. Dans le *secteur public*, on dénombre 65 199 emplois (27,1 % du total). Les emplois rattachés au secteur public ne sont pas nécessairement liés au statut de fonctionnaire. C'est la nature juridique de l'entreprise qui détermine l'appartenance à un secteur ou à un autre. Par conséquent, tous les emplois d'un établissement faisant partie du secteur public, y compris ceux basés sur un contrat de droit privé et ceux en occupation temporaire, sont compris dans ce secteur.

G - 04 Répartition de l'emploi dans le secteur public selon la nature juridique, en 1998

Situation en septembre, en %

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement fédéral des entreprises

Les emplois liés à l'échelon cantonal représentent la moitié du secteur public en 1998 (32 975 emplois). Cela couvre non seulement l'Administration cantonale au sens strict, mais également des établissements autonomes de droit public, tels que les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), les Services industriels de Genève (SIG), les Transports publics genevois (TPG) et l'Aéroport international de Genève (AIG).

Dans les administrations communales, l'emploi se chiffre à 3 944 en 1998.

Dans les « autres corporations de droit public », 1 000 emplois sont recensés en 1998. Cette catégorie groupe des institutions occupant un nombre important de personnes, comme le Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) et la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASE).

Dans l'ensemble du secteur public aux échelons cantonal et communal, avec les « autres corporations de droit public », l'emploi progresse de 3,2 % entre 1995 et 1998.

Plus du tiers des emplois du secteur public liés au secteur international

Une baisse est enregistrée dans le secteur public international entre 1995 et 1998 (– 5,3 %). Recouvrant les organisations internationales gouvernementales ainsi que les missions permanentes et les consulats des Etats étrangers, il représente en 1998, avec 22 293 emplois, plus du tiers de l'emploi total du secteur public. La part du secteur public international dans l'ensemble des emplois recensés dans le canton se fixe à 9,3 %, ce qui souligne son importance pour Genève.

A l'échelon fédéral, 4 987 emplois étaient dénombrés en 1998. La variation par rapport à 1995 est biaisée du fait que Swisscom est, entre ces deux recensements, passé du secteur public au secteur privé. Cette entreprise est en effet devenue une société anonyme, soit une nature juridique rattachée au secteur privé. Comme c'est le critère de la nature juridique qui prime dans l'exploitation du RFE, le fait que Swisscom soit majoritairement propriété de la Confédération ne change en rien son affectation au secteur privé.

Sans tenir compte du transfert de Swisscom dans le secteur privé, la baisse de l'emploi à l'échelon fédéral entre 1995 et 1998 serait néanmoins sensible (– 10,9 %). Elle s'explique surtout par le recul de l'emploi enregistré pour la Poste.

Toujours sans tenir compte de l'effet Swisscom, pour l'ensemble du secteur public, la diminution serait, pour la même période, de 1,3 %, c'est-à-dire une baisse inférieure à celle de l'emploi total (– 2,3 %).

4. Evolution par activité économique

Si l'économie genevoise perd globalement des emplois entre 1995 et 1998, l'évolution n'est de loin pas uniforme entre toutes les branches. Il est intéressant de mettre en rapport l'évolution enregistrée entre 1995 et 1998 avec celle observée entre 1991 et 1995, début de la crise économique⁵.

- La *construction* perd 2 071 emplois entre 1995 et 1998 et 5 640 par rapport à 1991, soit une diminution de près d'un tiers des emplois.
- L'*industrie* recule de 2 116 emplois entre 1995 et 1998 (– 8,1 %). A l'intérieur de cette dernière, la *chimie* (+ 117 emplois), les *arts graphiques* (industrie du papier, édition, impression; + 31 emplois) et la *fabrication d'instruments de précision et horlogerie* (+ 7 emplois) sont toutefois en hausse ou stables.
- Pour le *commerce de détail, réparation d'articles domestiques*, 1 626 emplois de moins (– 8,2 %) entre 1995 et 1998. Cette tendance à la baisse est même antérieure à 1991 puisqu'elle est observée depuis 1985. Parmi les raisons les plus souvent invoquées, citons notamment l'attrait des commerces situés en France voisine et dans le canton de Vaud, ainsi que la morosité du climat de consommation pendant une bonne partie de cette période.
- La *banque* perd 1 636 emplois entre 1995 et 1998 (– 8,9 %). Les *assurances* suivent la même évolution, avec 639 emplois de moins (– 13,8 %). Les restructurations intervenues au sein des grandes banques n'y sont pas étrangères. L'ensemble de la branche *activités financières, assurances* est durement touchée par les restructurations des années nonante, avec une disparition nette de 4 023 emplois entre 1991 et 1998 (– 16,3 %).

⁵ Entre deux recensements, les variations du nombre d'emplois dans les branches dépendent avant tout de facteurs économiques : des branches sont plus dynamiques que d'autres, des entreprises réorientent leur activité et sont classées dans des branches différentes. Les comparaisons sont malgré tout aussi affectées par des facteurs exogènes : des entreprises peuvent être classées dans une autre branche, sans qu'il y ait modification visible de leur activité courante, par exemple dans le cas de l'introduction d'une nouvelle nomenclature des activités économiques ou de l'application de nouveaux critères dans la codification des activités. De ce fait, certaines comparaisons entre recensements peuvent être rendues un peu fragiles.

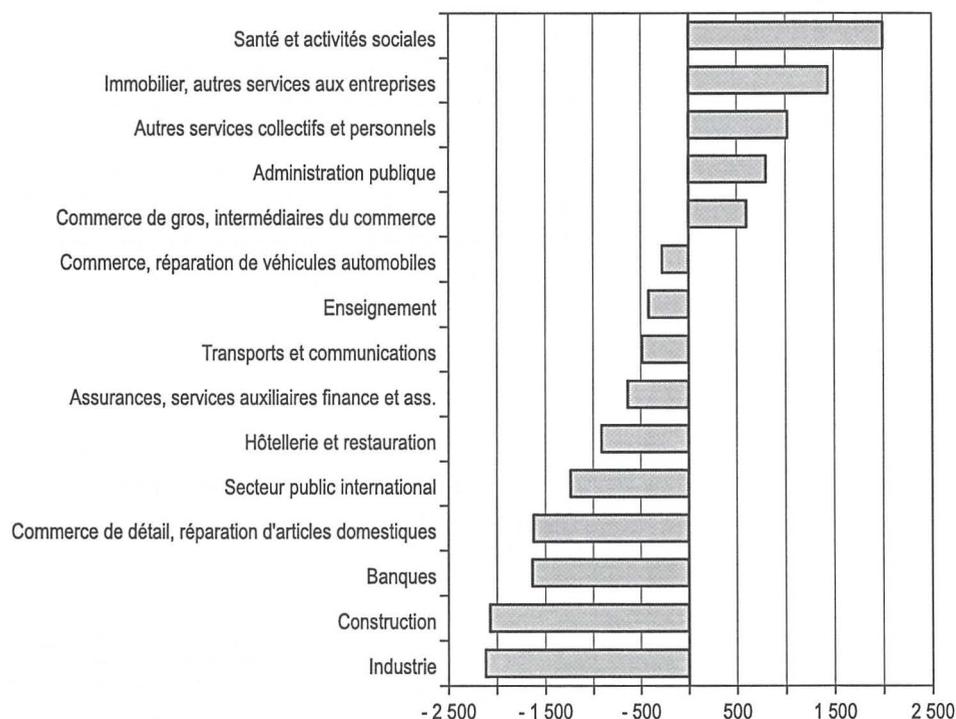
Les branches en recul depuis 1991

- Pour l'*hôtellerie et restauration*, la diminution se fixe à 912 emplois entre 1995 et 1998 (– 6,2 %).
- Les *transports et communications* enregistrent une baisse de 488 emplois entre 1995 et 1998 (– 3,1 %), notamment en raison du recul de la Poste, et malgré la progression enregistrée dans les *télécommunications* et les *autres activités de courrier*.

G - 05 Variation de l'emploi selon l'activité économique, entre 1995 et 1998

Situation en septembre

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

Les branches en hausse entre 1995 et 1998, après avoir reculé entre 1991 et 1995

- Le *commerce de gros* gagne 598 emplois (+ 4,8 %), après une baisse particulièrement marquée entre 1991 et 1995. Cette hausse s'interprète en partie comme une correction : en effet, en 1995, avec l'introduction de la nouvelle nomenclature des activités économiques, plusieurs établissements de grande taille, pour la plupart rattachés à des entreprises multinationales, ont quitté cette branche (pour rejoindre les activités de production). En 1998, effet inverse pour plusieurs d'entre eux, qui se retrouvent dans le commerce de gros.
- La hausse de 1 022 emplois pour les *autres services collectifs et personnels* (+ 8,3 %) est l'effet du développement des *activités de télévision* et des *agences de presse*.

Les branches orientées
à la hausse depuis
1991

- La santé et les activités sociales gagnent 2 000 emplois en trois ans (+ 7,7 %). Depuis 1985, 9 902 emplois de plus sont enregistrés dans la branche (+ 54,8 %). Cette progression spectaculaire est en partie liée à des effets de nomenclature, mais son origine principale provient de l'accroissement de la demande dans ce domaine. A noter que cette branche emploie une majorité de femmes (68,9 % du total des emplois) et que le temps partiel y est largement répandu (43,6 %).
- L'immobilier et les autres services fournis aux entreprises augmentent de 1 437 emplois entre 1995 et 1998 (+ 5,0 %).

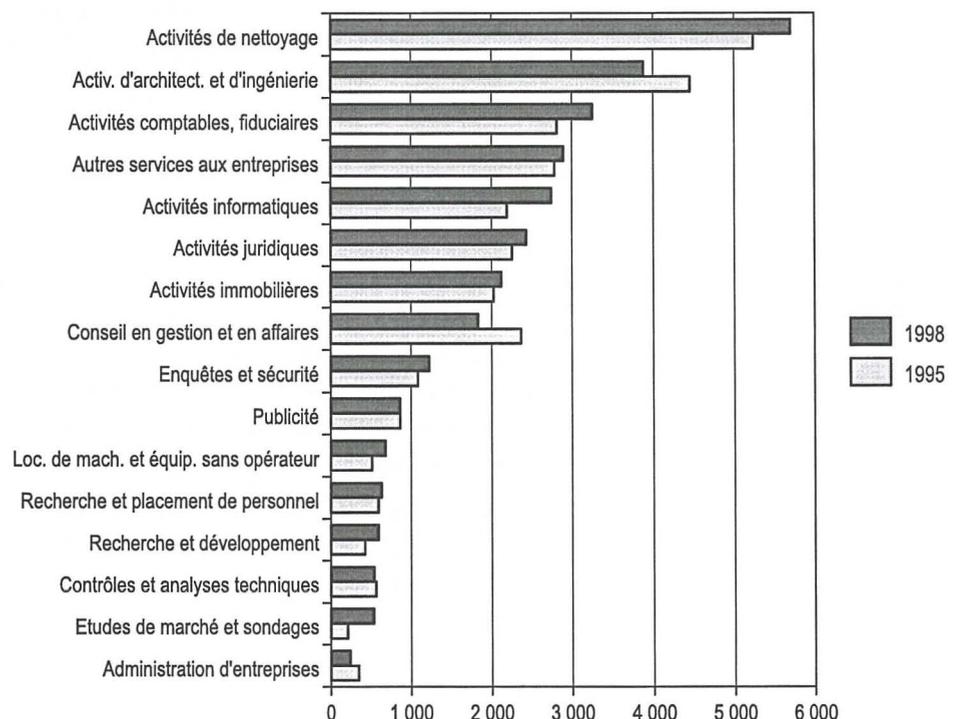
Une branche pour le
moins hétérogène

Sous la dénomination **immobilier et autres services fournis aux entreprises**, branche qui représente 12,5 % de l'emploi total à Genève, sont groupées des activités qui n'ont parfois que peu de rapports entre elles. En outre, le niveau global de qualifications est par exemple élevé dans les activités juridiques, le conseil en gestion et l'architecture et ingénierie, mais plutôt bas, en comparaison, dans le nettoyage et la sécurité. Une partie de la progression du nombre d'emplois depuis 1985 est sans doute due à l'externalisation de diverses activités par les entreprises, c'est-à-dire que ces dernières recourent plus souvent à des entreprises spécialisées pour divers services auparavant assurés « à l'interne ».

G - 06 Emplois dans «l'immobilier et les autres services fournis aux entreprises» selon l'activité économique, en 1995 et 1998

Situation en septembre

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

**T - 03 Emplois selon l'activité économique,
en 1985, 1991, 1995 et 1998**

Secteurs secondaire et tertiaire

Canton de Genève

	1985	1991	1995	1998	Variation absolue			Variation en %		
					1995 - 98	1991 - 98	1985 - 98	1995 - 98	1991 - 98	1985 - 98
Secteur secondaire	49 608	46 962	40 596	36 409	- 4 187	- 10 553	- 13 199	- 10,3	- 22,5	- 26,6
Industries manufacturières	28 510	27 127	24 399	22 435	- 1 964	- 4 692	- 6 075	- 8,0	- 17,3	- 21,3
Ind. alimentaires, boissons, tabac	2 144	1 596	2 094	1 789	- 305	193	- 355	- 14,6	12,1	- 16,6
Travail du bois, fab. art. en bois	2 020	1 880	1 060	941	- 119	- 939	- 1 079	- 11,2	- 49,9	- 53,4
Ind. papier; édition, impression	3 639	3 486	2 345	2 376	31	- 1 110	- 1 263	1,3	- 31,8	- 34,7
Industrie chimique	3 015	3 070	2 355	2 472	117	- 598	- 543	5,0	- 19,5	- 18,0
Métallurgie, travail des métaux	2 853	2 745	2 259	1 575	- 684	- 1 170	- 1 278	- 30,3	- 42,6	- 44,8
Fab. de machines et équipements	2 903	2 863	2 049	2 006	- 43	- 857	- 897	- 2,1	- 29,9	- 30,9
Fab. équip. élect., de précision	7 763	7 069	8 806	7 849	- 957	780	86	- 10,9	11,0	1,1
<i>dont : fab. instr. précision, horlogerie</i>	<i>4 689</i>	<i>4 815</i>	<i>6 178</i>	<i>6 185</i>	<i>7</i>	<i>1 370</i>	<i>1 496</i>	<i>0,1</i>	<i>28,5</i>	<i>31,9</i>
Autres industries manufacturières	4 173	4 418	3 431	3 427	- 4	- 991	- 746	- 0,1	- 22,4	- 17,9
Production d'électricité, gaz et eau; autres industries non manufacturières	1 610	1 722	1 653	1 501	- 152	- 221	- 109	- 9,2	- 12,8	- 6,8
Construction	19 488	18 113	14 544	12 473	- 2 071	- 5 640	- 7 015	- 14,2	- 31,1	- 36,0
Secteur tertiaire	189 777	212 539	205 448	204 075	- 1 373	- 8 464	14 298	- 0,7	- 4,0	7,5
Commerce, réparation	43 383	42 926	37 010	35 706	- 1 304	- 7 220	- 7 677	- 3,5	- 16,8	- 17,7
Commerce, rép. véhicules automobiles	5 072	4 897	4 629	4 353	- 276	- 544	- 719	- 6,0	- 11,1	- 14,2
Commerce de gros, intermédiaires	15 415	16 246	12 524	13 122	598	- 3 124	- 2 293	4,8	- 19,2	- 14,9
Commerce de détail, rép. art. dom.	22 896	21 783	19 857	18 231	- 1 626	- 3 552	- 4 665	- 8,2	- 16,3	- 20,4
Hôtellerie et restauration	14 398	15 696	14 593	13 681	- 912	- 2 015	- 717	- 6,2	- 12,8	- 5,0
Transports et communications	14 486	17 575	15 978	15 490	- 488	- 2 085	1 004	- 3,1	- 11,9	6,9
Transports terrestres, par eau	4 562	5 076	4 168	4 065	- 103	- 1 011	- 497	- 2,5	- 19,9	- 10,9
Transports aériens	2 724	3 566	1 302	742	- 560	- 2 824	- 1 982	- 43,0	- 79,2	- 72,8
Services auxiliaires des transports	2 786	3 815	4 960	5 231	271	1 416	2 445	5,5	37,1	87,8
Postes et télécommunications	4 414	5 118	5 548	5 452	- 96	334	1 038	- 1,7	6,5	23,5
Activités financières, assurances	20 700	24 658	22 910	20 635	- 2 275	- 4 023	- 65	- 9,9	- 16,3	- 0,3
Banques	16 861	19 736	18 290	16 654	- 1 636	- 3 082	- 207	- 8,9	- 15,6	- 1,2
Assurances	3 139	3 627	3 214	2 909	- 305	- 718	- 230	- 9,5	- 19,8	- 7,3
Services auxiliaires financ. et ass.	700	1 295	1 406	1 072	- 334	- 223	372	- 23,8	- 17,2	53,1
Immobilier, autres services aux entrepr.	23 812	27 995	28 732	30 169	1 437	2 174	6 357	5,0	7,8	26,7
Activités immobilières	1 949	2 225	2 023	2 119	96	- 106	170	4,7	- 4,8	8,7
Location de machines et équipements	806	556	517	684	167	128	- 122	32,3	23,0	- 15,1
Activités informatiques	1 119	1 776	2 189	2 743	554	967	1 624	25,3	54,4	145,1
Recherche et développement	895	534	423	594	171	60	- 301	40,4	11,2	- 33,6
Autres services fournis aux entrepr.	19 043	22 904	23 580	24 029	449	1 125	4 986	1,9	4,9	26,2
Administration publique	9 537	9 933	8 259	9 061	802	- 872	- 476	9,7	- 8,8	- 5,0
Enseignement	13 391	14 556	16 098	15 681	- 417	1 125	2 290	- 2,6	7,7	17,1
Santé et activités sociales	18 054	22 709	25 956	27 956	2 000	5 247	9 902	7,7	23,1	54,8
Autres services collectifs et personnels	13 444	13 261	12 381	13 403	1 022	142	- 41	8,3	1,1	- 0,3
Assainissement, voirie	1 332	1 320	1 465	1 489	24	169	157	1,6	12,8	11,8
Activités associatives	4 303	4 420	3 765	4 025	260	- 395	- 278	6,9	- 8,9	- 6,5
Activités récréatives, sportives	4 861	4 992	4 479	5 296	817	304	435	18,2	6,1	8,9
Services personnels	2 948	2 529	2 672	2 593	- 79	64	- 355	- 3,0	2,5	- 12,0
Secteur public international	18 572	23 230	23 531	22 293	- 1 238	- 937	3 721	- 5,3	- 4,0	20,0
Total	239 385	259 501	246 044	240 484	- 5 560	- 19 017	1 099	- 2,3	- 7,3	0,5

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

Des branches affectées par des effets de nomenclature

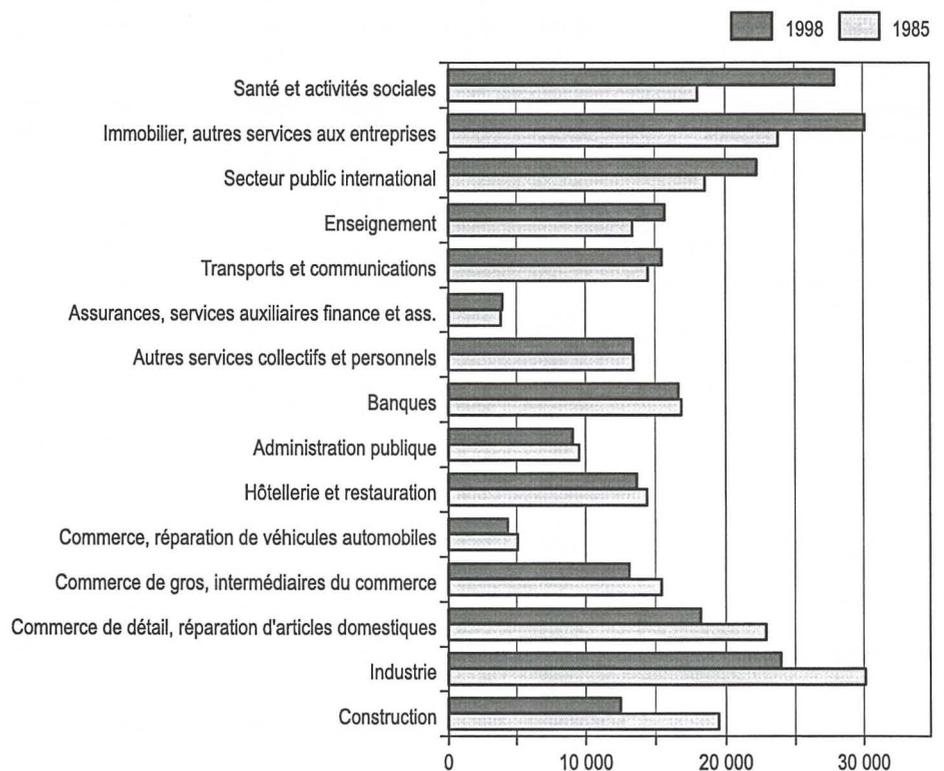
Dans deux branches fortement liées au secteur public, les changements observés depuis 1991 sont essentiellement liés à des effets de nomenclature⁶. L'enseignement perd 417 emplois entre 1995 et 1998 (-2,6 %), à cause, entre autres, du passage de certains établissements du secteur public dans la *santé et les activités sociales* et dans l'*administration*. D'autres effets de nomenclature ont causé une sensible augmentation entre 1991 et 1995 (+1 542 emplois). Evolution inverse pour l'*administration*, qui progresse entre 1995 et 1998 (+802 emplois; +9,7 %), après avoir reculé de manière marquée entre 1991 et 1995 (-1 674 emplois).

Sur la *période 1985-1998*, certaines tendances se dégagent. Outre le redimensionnement déjà évoqué du *secteur secondaire*, on observe un recul du *commerce* (de détail en particulier). Le très léger repli des emplois relatifs à la *banque* est à souligner. En revanche, en plus des deux branches déjà citées, soit la *santé et les activités sociales* ainsi que l'*immobilier et les autres services fournis aux entreprises*, trois branches enregistrent également un gain net supérieur au millier : le *secteur public international*, l'*enseignement* et les *transports et communications*.

G - 07 Emplois selon l'activité économique, en 1985 et 1998

Situation en septembre

Canton de Genève



N. B. Les branches sont triées en fonction de la variation de l'emploi entre 1985 et 1998.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

⁶ Depuis 1995, la Suisse utilise une nomenclature comparable à celles en vigueur dans les autres pays européens. Cette évolution a entraîné une inévitable rupture de série.

5. Etablissements et entreprises

Taille moyenne des établissements en baisse depuis 1985

En 1998, 21 724 établissements sont recensés dans le canton de Genève. Entre 1995 et 1998, ce nombre est plus stable que celui des emplois (– 0,5 %; – 0,3 % entre 1991 et 1998). Par conséquent, la taille moyenne des établissements diminue. La baisse est d'ailleurs graduelle depuis 1985 : de 12,0 emplois par établissement en 1985, la taille moyenne des établissements s'établit à 11,3 en 1995 et à 11,1 en 1998.

La notion d'établissement fait appel à des critères géographiques : à deux lieux d'activité distincts correspondent deux établissements.

La notion d'entreprise fait appel à des critères juridiques : est considérée comme entreprise la plus petite entité juridiquement indépendante.

Le nombre d'entreprises est ainsi inférieur au nombre d'établissements, car une entreprise peut exercer son activité dans plusieurs établissements, alors qu'un établissement ne peut être rattaché qu'à une seule entreprise.

C'est pour les entreprises du secteur privé que l'analyse selon la taille est la plus pertinente. Entreprise, parce que c'est le critère juridique qui prime, lequel reflète mieux la réalité économique; et secteur privé, parce qu'il est difficile de cerner dans le secteur public, dans tous les cas, « les plus petites entités juridiquement indépendantes » : le résultat n'y a dès lors guère de sens. Par ailleurs, il s'agit de la taille de l'ensemble de l'entreprise en Suisse. Ainsi, une entreprise qui a 500 emplois dans l'ensemble de la Suisse mais uniquement un établissement de 10 emplois dans le canton de Genève est classée dans la classe de taille correspondant à 500 emplois et plus.

Un salarié sur quatre dans une grande entreprise

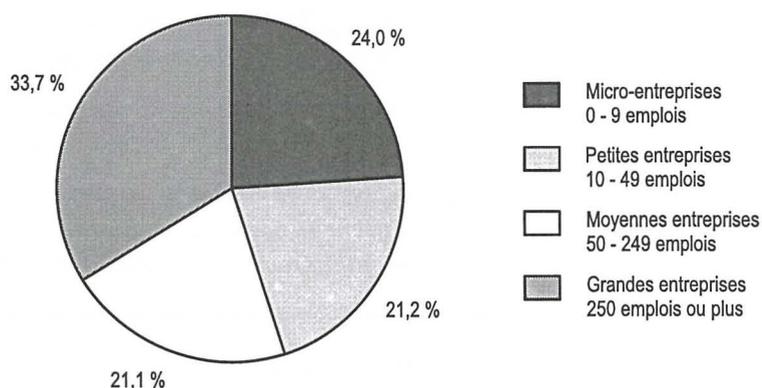
En 1998, 175 285 emplois sont recensés dans les entreprises du secteur privé dans le canton de Genève. Sur ce total, 5 997 sont dénombrés dans des entreprises ne comptant qu'un seul emploi. A l'autre bout de l'échelle, les 164 entreprises actives dans le canton comptant plus de 500 emplois en Suisse (dont 76 de plus de 1 000 emplois) rassemblent à Genève 42 374 emplois.

Le *graphique 8* groupe les entreprises selon la typologie définie par l'OFS. L'ensemble des petites et moyennes entreprises (PME), soit celles employant moins de 250 personnes, représentent 116 169 emplois, soit près des deux tiers du total du secteur privé.

G - 08 Répartition de l'emploi dans le secteur privé selon la taille de l'entreprise, en 1998

Situation en septembre, en %

Canton de Genève



Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement fédéral des entreprises

6. Comparaison Genève - Suisse

Selon les données sans le secteur international, entre 1995 et 1998, la baisse du nombre d'emplois dans le canton de Genève est inférieure à la moyenne nationale. Les autres cantons romands, à l'exception de Fribourg, enregistrent au contraire une baisse supérieure à la moyenne nationale. Entre 1991 et 1998, la baisse de l'emploi observée à Genève est identique à celle enregistrée à l'échelon national (- 7,7 %). En revanche, depuis 1985, l'emploi baisse de 1,2 % dans le canton mais progresse de 5,9 % en Suisse. En 1985, la part des emplois du canton de Genève dans le total suisse était de 6,7 %, tandis qu'elle se situe à 6,3 % pour les trois recensements suivants.

Un emploi suisse sur seize se trouve à Genève

T - 04 Comparaison Genève, Vaud et Suisse, en 1998

Secteurs secondaire et tertiaire

	Genève avec secteur public international	Genève sans secteur public international	Vaud	Suisse
Nombre d'emplois	240 484	218 191	268 036	3 471 428
Variation 1995-1998, en %	- 2,3	- 1,9	- 3,5	- 2,2
En % du total				
Femmes	42,4	43,1	42,9	41,0
Temps partiels	21,9	23,8	26,0	21,2
Etrangers	44,2	39,1	29,0	22,9
Secteur tertiaire	84,9	83,3	77,5	70,0
Secteur public	27,1	19,7	17,5	17,2
Taille moyenne des établissements	11,1	10,1	8,5	9,2

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

Sur le plan structurel, la principale différence demeure l'importance relative des secteurs secondaire et tertiaire. En 1998, le secteur secondaire représente 16,7 % de l'emploi à Genève (sans le secteur international), contre 29,5 % dans l'ensemble du pays. Parmi les activités de services particulièrement importantes pour le canton de Genève par rapport à l'ensemble de la Suisse, citons la *banque* (7,6 % de l'emploi à Genève, 3,4 % en Suisse); *l'immobilier et les autres services fournis aux entreprises* (13,8 % et 9,9 %) et la *santé et les activités sociales* (12,8 % et 10,6 %).

Par ailleurs, on observe, sans surprise, que les emplois occupés par des étrangers sont proportionnellement plus nombreux à Genève. En matière de sexe et de taux d'occupation, les différences sont plus réduites. Notons également que la part des emplois rattachés au secteur public est un peu plus grande à Genève et que la taille moyenne des établissements du canton est également un peu plus élevée.

En comparaison, le canton de Vaud se situe le plus souvent entre Genève et la Suisse. Deux exceptions : le temps partiel y est plus fréquent et la taille moyenne des établissements la plus basse des trois entités géographiques.

Le canton de Vaud
entre Genève et la
Suisse

Le cas du secteur public international

L'Office fédéral de la statistique (OFS) ne recense pas, dans le cadre du RFE, le secteur public international, considéré comme extérieur au territoire économique de la Suisse. Comme cette branche a un poids important à Genève, l'OCSTAT y effectue un recensement complémentaire et inclut ces emplois dans ses résultats. Par conséquent, le nombre d'emplois pour le canton n'est pas le même selon la source choisie. Si, pour l'analyse de l'emploi à Genève, les chiffres de l'OCSTAT sont préférables car plus complets, en revanche, en matière de comparaison entre cantons ou avec l'ensemble de la Suisse, les chiffres publiés par l'OFS s'imposent car ils ont l'avantage d'être calculés sur une base identique.

En passant d'une source à l'autre, quelques différences apparaissent (voir le tableau 4). Comme le secteur international groupe à 100 % des activités de services et rattachées au secteur public, la part de ces deux composantes est en baisse pour les chiffres sans le secteur international. Il en va de même pour les étrangers, étant donné qu'ils sont très nombreux dans le secteur international (93,7 % des emplois). Les autres différences sont plus marginales.

Office cantonal de la statistique

8, rue du 31-Décembre

Case postale 6255 1211 Genève 6



DEEE – Département de l'économie,
de l'emploi et des affaires extérieures

L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

Téléphone

022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office)

022 / 787 67 67 (indices des prix à la consommation)

Télécopieur

022 / 736 29 45

Messagerie

statistique@etat.ge.ch

Centre de documentation

Ouvert au public de 14 h à 17 h 30

Légende des signes

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- ... donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
- () l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
- [] valeur peu significative
- e valeur estimée
- p donnée provisoire
- r donnée révisée

Edition	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
Rédaction	
Responsable de la publication	Dominique Frei, directeur
Auteur	Didier Benetti Tél. 022 / 787 67 70
Réalisation, administration	
Mise en page	Michel Süss
Illustration graphique	Dominique Felsenheimer
Commandes, abonnements	Tél. 022 / 787 67 12
Prix	Les cahiers de la collection <i>Communications statistiques</i> sont en vente au numéro (12 francs) ou selon divers types d'abonnements
Tirage	700 exemplaires
Impression	Steffen SA, Genève
©	OCSTAT, Genève 2000. Reproduction autorisée avec mention de la source
ISSN	1422-4585